

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 20 DÉCEMBRE 1923.

PROPOSITION DE LOI

portant revision de la loi du 14 juin 1921 sur la durée de la journée de travail.

DÉVELOPPEMENTS

MESSIEURS,

1. La présente proposition de loi ne porte aucune atteinte au principe de la loi du 14 juin 1921 — et, *sauf ce qui sera dit ci-après*, en laisse subsister l'économie.

Le champ d'action des dispositions en vigueur n'est pas modifié. La prescription de la limitation à huit heures par jour et à quarante-huit heures par semaine demeure la règle générale. Toutes les modalités d'application actuellement en vigueur restent inchangées.

La revision du texte légal concerne exclusivement les articles 2 et 7, et comporte en outre l'inscription dans la loi d'un article 7^{bis} nouveau. Nous avons à en examiner la portée et à en justifier la raison d'être.

1.

PORTÉE DE LA REVISION.

2. Il s'agit d'abord de préciser, à l'article 2, le sens des mots « travail effectif » qui s'y trouvent inscrits.

L'intention du législateur de 1921 a certes été d'exiger que les huit heures soient intégralement consacrées à la production, et d'exclure le temps de simple présence pendant lequel l'ouvrier ne fournit aucune prestation efficace. Nous en trouvons la preuve dans le dernier alinéa de l'article 9, relatif aux agents dont le travail est par nature intermittent, — aussi bien que dans les souvenirs de ceux qui ont donné, comme les signataires de la proposition, leur vote à l'établissement de la limitation de la durée du travail, — et dans les instructions administratives.

Il est advenu que, dans la pratique, la notion de l'« intermittence » a été prise au sens propre et restrictif, et qu'ainsi la nécessité s'est imposée de préciser l'interprétation de la notion de l'« effectivité ».

Nous envisageons, dans cet ordre d'idées, les cas nombreux où, sans qu'il y ait travail « intermittent », c'est-à-dire sans que l'ouvrier soit amené à quitter le lieu du travail, il cesse cependant d'être occupé productivement pendant une période plus ou moins prolongée. Tels les agents préposés au service de certains appareils de levage ou de manutention, qui n'interviennent activement que durant de courts moments.

Nous prenons aussi en considération les cas où la besogne assignée à l'ouvrier est strictement limitée à une surveillance. L'exemple classique est celui du garde-barrière. Mais il faut songer aussi aux ouvriers dont la mission se borne à surveiller le fonctionnement d'une machine très simple, en veillant au graissage, observant les échauffements, etc.

Cette notion ne comprend pas, évidemment, les circonstances où l'effort *constant* d'attention est par lui-même une fatigue très grande : celui du machiniste d'extraction, du préposé à la marche de moteurs à grande vitesse, de l'ouvrier de filature, etc. Et tous seront d'accord pour comprendre dans le travail effectif les repos physiques imposés par l'accumulation de fatigue chez l'ouvrier. On a cité à cet égard, avec raison, le cas de l'ouvrier puddleur. « Les phases de repos constituent alors », en effet, « une partie intégrante du cycle des opérations confiées à l'ouvrier ».

C'est donc dans un esprit très compréhensif des besoins réels du travailleur que devront s'interpréter les termes dont nous proposons l'insertion à l'article 2.

3. — La seconde question est celle de la récupération des heures de travail perdues collectivement, qui présente, au point de vue de la production nationale, une réelle gravité (art. 7bis de la proposition).

Il résulte, en effet, des déclarations faites par M. Moyersoen, Ministre de l'Industrie et du Travail, à la séance du 3 juillet 1925 du Sénat, qu'en conclusion d'une enquête faite par son Département, la moyenne des heures de travail, dans les industries relevées, est restée en-dessous de 2,320 par an. L'honorable Ministre constatait, en outre, qu'en dehors des dimanches, le nombre de jours de chômage pour fêtes atteint en moyenne une dizaine, et il concluait :

« La loi ne prévoit pas que les journées perdues par suite de fêtes locales, de circonstances diverses telles que bris de machines, inventaires ou autres motifs, puissent être récupérées.

» On peut le regretter. Nul ne soutiendra que de telles récupérations puissent nuire de quelque manière à la classe ouvrière, tandis que l'expérience prouve que sans elles, il est même impossible d'atteindre la moyenne de 2,440 heures.

» Dans le discours de M. Delvigne, auquel je viens de faire allusion, celui-ci a dit à ses auditeurs : « Méfions-nous, l'octroi d'un crédit d'heures supplémentaires ferait disparaître l'obligation de consulter l'organisation ouvrière. » Je réponds : « Faisons-nous mutuellement quelque confiance. »

» Prenons les faits et ne les compliquons pas.

» Ces jours de chômage, pour fêtes locales notamment, ne sont-ils pas le plus souvent agréés tacitement et par les ouvriers et par les patrons ? Faut-il plus que le même agrément pour les récupérer ? Croit-on que dans l'état actuel il soit possible à un industriel dont les ouvriers sont organisés, de passer outre à leur consentement ? Ce serait se faire d'étranges illusions !

» Mais faut-il pour des récupérations aussi simples, aussi naturelles, et cependant

aussi utiles, tous le fatras de procédure et même l'intervention ministérielle requise pour l'application de l'article 7? Je ne le crois pas. Cette récupération est permise notamment en France et en Hollande. »

Nous inspirant de ces suggestions, nous proposons d'insérer dans la loi du 14 juin 1921 un nouvel article, qui porterait le n° 7^{bis}, et qui organiserait la récupération des heures perdues de la façon suivante.

Les causes de perte seraient tout d'abord, réparties en deux classes, selon qu'elles sont susceptibles de prévision ou non. Dans le premier cas (qui est celui des fêtes locales, inventaires, etc.), il est logique, afin de donner au régime une certaine stabilité, de s'assurer la consécration de l'autorité administrative, en en subordonnant l'octroi à l'assentiment de l'inspecteur du travail ou de l'ingénieur compétent. Ce fonctionnaire pourra, au surplus, permettre la récupération anticipative, ce qui est de bonne pratique industrielle, puisque les commandes en cours peuvent alors être livrées, le cas échéant, *avant* l'interruption prévue du travail.

Dans la deuxième hypothèse, qui est celle du manque de matières premières, intempéries, accidents, bris de machines, interruptions de force motrice, etc., il importe avant tout de pouvoir regagner le temps perdu aussi rapidement que possible, sans attendre l'accomplissement de formalités administratives. C'est pourquoi notre proposition prévoit simplement la notification au fonctionnaire compétent, sans préjudice, évidemment, de l'inscription des heures supplémentaires au registre spécial prescrit par l'article 16 de la loi.

Pour éviter qu'en combinant la récupération des heures avec la dérogation du chef de surcroît de commandes on n'arrive à des prestations d'une durée excessive, nous stipulons dans un alinéa spécial que l'application *simultanée* des articles 7 et 7^{bis} ne pourra pas conduire à une prolongation de la journée de travail excédant deux heures. De plus, la récupération devra se faire endéans les six mois.¹

Enfin, il nous a paru raisonnable de spécifier que les dispositions de l'article 13 relatives aux majorations de salaires pour heures supplémentaires ne seraient pas applicables dans le cas de la récupération. Il ne s'agit pas ici, en effet, d'une augmentation, mais bien d'un simple *déplacement* des heures de travail, et l'application de l'article 13 se justifierait d'autant moins que la loi belge, en prévoyant des majorations de salaires atteignant 25, 50 et 100 p. c., a été considérablement au delà de la Convention de Washington, qui ne parle que de 25 p. c.

4. — La troisième question concerne les dérogations pour surcroît extraordinaire de commandes (modification proposée à l'article 7), qu'exige impérieusement la situation économique.

Répétons d'abord les termes de cet article :

» L'autorisation de faire travailler au delà des nombres maxima d'heures fixés par les articles 2 et 3 et des limites prévues aux articles 5 et 6 pourra être accordée à la suite d'un accord intervenu entre le chef d'entreprise et le ou les groupements auxquels sont rattachés la majorité de ses ouvriers ou, à défaut de groupement, la majorité de ses ouvriers.

» Cette autorisation est accordée par le Ministre de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement, sur rapport de l'inspecteur du travail ou de l'ingénieur des mines compétent en vue de permettre au chef d'entreprise de faire face à des surcroîts extraordinaires de commandes occasionnés par des événements imprévus.

» L'autorisation ne pourra être accordée pour plus de trois mois dans le cours d'une année.

» Elle indiquera la mesure dans laquelle la journée de travail pourra être prolongée; cette prolongation n'excédera pas deux heures par jour. »

Constatons en premier lieu que les heures supplémentaires ne peuvent être autorisées qu'en vertu d'un « accord » entre le chef d'entreprise et l'organisation ouvrière — ce qui est d'une extrême gravité. Certes, la bonne volonté de certains dirigeants n'est pas contestable : mais ils doivent eux-mêmes obéir fréquemment à la pression d'éléments moins compréhensifs ou céder à la tentation d'user du pouvoir qui leur est donné pour faire admettre des revendications tout à fait étrangères à l'exécution d'un surcroît de commandes pour une entreprise ou une industrie déterminée. Si l'on y ajoute l'influence de considérations d'ordre politique, il faut bien reconnaître que cette disposition n'est pas en harmonie avec le but purement économique de la loi.

Il est important à cet égard de remarquer que le législateur belge, en exigeant l'accord des groupements ouvriers, est allé au delà des stipulations de la Convention de Washington. Celle-ci prévoit simplement la « consultation » de ces organismes — et par conséquent le régime belge présente ici un caractère d'exceptionnelle rigueur, tout à fait en dehors des considérations d'ordre international dont il y a lieu de tenir compte. De même, tandis que la Convention de Washington ne vise que « les surcroîts de travail extraordinaires », le législateur belge a ajouté restrictivement les mots « occasionnés par des événements imprévus ».

Constatons ensuite qu'en limitant l'étendue de la dérogation à deux heures par jour pendant trois mois, c'est-à-dire (à raison de 26 jours ouvrables par mois) à 150 heures par an, l'article 7 rétrécit considérablement la chance des possibilités de l'industrie pour faire face aux à-coups de l'exploitation.

Or, s'il est un cas où, dans la pratique, une aisance suffisante doit être laissée aux chefs d'entreprise pour régler l'horaire du travail, c'est bien celui des « surcroîts extraordinaires de commandes entraînés par des événements imprévus ». Voici une usine qui reçoit une demande de prix pour du matériel à livrer d'urgence. Dix ou quinze concurrents belges, anglais, allemands, sont sur les rangs. La question du délai est capitale pour l'obtention de l'ordre. Si la limitation des heures supplémentaires permises est trop stricte ou si la procédure nécessaire pour se les faire octroyer est trop compliquée, l'industriel n'osera pas s'engager et la commande sera perdue non seulement pour l'usine en cause, mais généralement aussi pour la Belgique. Est-ce là un luxe qui nous soit permis ? Et le spectacle du tragique chômage régnant en Angleterre, en Suisse, aux Pays-Bas ne doit-il pas nous faire apprécier la nécessité, pour un pays industriel, de ne rejeter aucune occasion de travail et de satisfaire la clientèle, même dans les périodes de prospérité, afin de la retrouver lors des mauvais jours ?

Les renseignements les plus concordants relatifs à certaines régions comme l'Amérique du Sud, par exemple, montrent que la rapidité de livraison est une condition essentielle du succès. Ce sont les États-Unis, nos plus sérieux concurrents, qui ont introduit cette pratique dans le commerce sud-américain, et les puissants moyens d'action dont ils disposent la rendent éminemment favorable pour eux. Il est donc indispensable de pouvoir, le cas échéant, compenser notre

infériorité par une latitude plus grande en matière d'heures de travail, solution qui paraît d'autant plus raisonnable que la durée du travail aux États-Unis — pays qui n'a pas signé et moins encore ratifié la Convention de Washington — dépasse souvent huit heures dans beaucoup d'industries.

Il faut donc que l'industriel, mis en présence d'une offre de fourniture, 1° puisse décider *vite*, et ne doive pas subordonner sa réponse à une négociation longue et difficile avec les groupements ouvriers; 2° puisse décider *librement* et, dans les limites du raisonnable, puisse compter sur un effort supplémentaire autorisant l'acceptation de délais de fourniture suffisamment rapprochés.

A cet effet, nous proposons tout d'abord d'en revenir aux prescriptions de la Convention de Washington, en remplaçant l'« accord » des groupements ouvriers par la « consultation » de ces organismes à laquelle procéderait, selon le cas, l'inspecteur du travail ou l'ingénieur des mines compétents.

Ensuite, nous inspirant du principe inscrit dans la législation française, de l'octroi d'un *crédit d'heures* mis à la disposition de l'industrie sur simple avis donné à l'Inspection du travail, et nous basant sur l'exemple du règlement d'administration publique (française) du 9 août 1920, sur la journée de 8 heures dans les industries de la métallurgie et du travail des métaux, nous proposons de fixer le montant de ce crédit à 100 heures par an.

Nous renvoyons au texte de notre proposition pour le libellé de l'article 7 ainsi modifié et il nous reste à attirer l'attention sur un détail de rédaction, qui consiste en ce que les mots « à défaut de groupement », existant dans l'article 7 actuel, seraient désormais remplacés par « à défaut de *tels* groupements ».

A s'en tenir strictement au texte actuel, il semblerait que c'est seulement en l'absence de *tout* groupement parmi les ouvriers de l'entreprise que ceux-ci pourraient intervenir directement. Une minime proportion de syndiqués, le dixième par exemple, pourraient donc s'opposer efficacement aux désirs de leurs camarades. Cela n'est pas admissible, et M. le Ministre Wanters, auteur de la loi, a lui-même reconnu, dans une lettre adressée le 19 mars 1921 à M. Dupret, rapporteur de la Commission du Sénat, que si la majorité des ouvriers d'un établissement n'est pas syndiquée, la question doit être soumise à l'ensemble des ouvriers de cet établissement. L'adjonction du mot « tel » a pour objet de mettre cette interprétation à l'abri de toute contestation ultérieure.

II.

RAISON D'ÊTRE DE LA REVISION.

5. Les considérations qui imposent le maintien du principe de la réglementation de la journée de travail et de la fixation à huit heures par jour de sa durée sont d'ordre social et moral. Il est inutile de les reproduire ici, puisque notre proposition maintient intégralement ce principe, et en reconnaît ainsi la légitimité.

Les considérations générales qui — en dehors des considérations particulières présentées ci-avant pour la justification du texte proposé — imposent la revision de la loi belge sont : a) d'ordre international ; b) d'ordre national.

6. La Convention de Washington permettait au législateur belge d'espérer que, se conformant à une ligne de conduite identique à la sienne, les législateurs étrangers feraient dans le monde une application également rigoureuse des règles édictées par l'accord international. Les voix les plus autorisées, même à l'extrême gauche, ont toujours proclamé, dès avant la guerre, que la Belgique, en ce domaine, *ne peut pas agir seule* et doit tenir compte de ce que font les autres nations, qui sont ses concurrentes même lorsqu'elles sont ses amies, et qui disposent pour soutenir leur industrie, d'un marché intérieur bien plus important que le sien. Il nous importe donc, en 1923, de regarder autour de nous — et de comparer.

En France d'abord, la loi de 1919, beaucoup plus libérale que la nôtre, est appliquée dans un esprit de tolérance affirmé par les faits les plus caractéristiques et les plus concordants. Citons comme exemple tout à fait concret de ces tendances, deux décrets en date respectivement du 5 septembre et du 14 septembre 1922, qui ont, dans ce pays, suspendu l'application de la journée de huit heures dans la Marine marchande et modifié celle-ci en ce qui concerne les chemins de fer. Citons aussi les règlements d'administration publique auxquels nous avons fait allusion ci-avant. La différence est telle que notre main-d'œuvre, désireuse de trouver des conditions d'emploi plus libérales et d'atteindre ainsi à des salaires plus élevés, tend à s'expatrier vers notre voisine, créant une véritable crise qui fait notamment obstacle à l'établissement d'exploitations industrielles dans nos régions dévastées.

En Grande-Bretagne, pays qui jusqu'à présent ne possède d'ailleurs pas de loi des huit heures, les cheminots écossais, puis l'ensemble du personnel des chemins de fer britanniques, ont accepté un accord qui, tout en maintenant le principe des huit heures de travail effectif, prévoit que celui-ci peut être réparti sur dix heures.

Dans les Pays Bas, des exemptions mises en vigueur le 20 mai 1922 ont permis de porter la moyenne hebdomadaire de la durée du travail de quarante-cinq à quarante-huit heures. Suivant un rapport de l'Inspection du travail des Pays-Bas pour 1921, les industriels néerlandais ont bénéficié durant cette année de 25,718 dérogations accordées en raison de surcroîts de besogne, dont 13,204 permettaient le travail supplémentaire pendant plus de six jours. Ceci démontre avec quelle souplesse le régime des huit heures a été appliqué chez nos voisins du Nord.

La Suisse a adopté, au début de l'année 1922, une loi prévoyant que la durée de la semaine de travail pourrait être portée à cinquante-quatre heures aux époques de crise ; à la suite d'une demande de référendum introduite par l'Union syndicale suisse, cette loi devra toutefois être soumise à une consultation populaire.

En Italie, un décret-loi, en date du 15 mars 1923, se distingue notamment par les traits suivants : on ne considère pas comme travail effectif les repos intermédiaires, les interruptions de travail d'une durée supérieure à dix minutes, ni le temps employé pour se rendre au lieu du travail ; les interruptions dues à des causes imprévues ou de force majeure sont récupérées ; des dérogations sont accordées à condition que la moyenne des huit heures par jour ne soit pas dépassée pour l'année entière ; les dépassements imprévus sont autorisés dès que l'arrêt du travail serait de nature à entraîner un dommage pour la production.

La Suède a modifié sa loi, datant de 1919, en portant notamment à deux cents heures, l'importance du crédit annuel dont l'industriel peut disposer sans devoir demander aucune autorisation spéciale.

En Allemagne, enfin, une réglementation nouvelle, en date du 5 août 1922, a notamment introduit dans les chemins de fer un système de dérogations qui établit une distinction entre le travail effectif et les heures de simple présence, et qui permet de porter celui-ci jusqu'à quinze heures par jour. Et les dernières informations font présager l'abrogation complète de la réglementation.

Rappelons enfin, pour être complet, que les États-Unis eux-mêmes n'ont même pas pris part officiellement à la Conférence de Washington.

7. — A ce facteur international, vient s'ajouter le facteur national.

M. Gustave-L. Gérard, directeur général adjoint du Comité Central Industriel — aux remarquables travaux duquel j'ai fait de fréquents emprunts — a montré par des chiffres d'une absolue précision, au cours de l'enquête ouverte par le Comité Central Économique, que la réduction de la durée du travail a entraîné en Belgique une réduction redoutable de la production.

Sans doute, il y avait lieu d'espérer que la diminution de la durée du travail serait compensée par une augmentation correspondante de la production ouvrière. Cet espoir — malgré certains efforts louables — ne s'est point réalisé. Le machinisme notamment a fait obstacle à l'augmentation souhaitée, parcequ'il était impossible d'obtenir de la machine un rendement horaire supérieur et que les heures de non-emploi demeuraient donc forcément sans compensation. Les statistiques citées par M. Gustave-L. Gérard n'ont pas été sérieusement contredites. Elles établissent que dans toutes les industries atteintes par la loi, la production journalière a fléchi — dans une mesure qui est même parfois supérieure à la réduction proportionnelle survenue dans la durée du travail. Et leur auteur expose avec une grande clarté le retentissement sur les prix de revient des faits qu'il a constatés (voir annexe 1).

Le travail de M. Gustave-L. Gérard fut soumis au Comité Central Économique, organisme tout à fait impartial, présidé par M. Mahaim, ancien Ministre de l'Industrie et du Travail, et directeur de l'Institut de Sociologie Solvay.

L'étude poursuivie par ce Comité aboutit au vote, en séance du 15 novembre 1923, d'un ordre du jour (voir annexe 2) qui se trouve en parfaite harmonie avec notre proposition de loi. Il conclut, en effet, au renforcement de la notion du travail « effectif » et à une organisation nouvelle de l'octroi des heures supplémentaires dans les limites des besoins de l'industrie, comportant une revision éventuelle de l'article 7 actuel. Cette double affirmation concorde entièrement avec le but que nous poursuivons par la revision des articles 2 et 7, et de l'introduction dans la loi d'un article 7^{bis}.

8. — La situation ainsi définie apparaît d'une exceptionnelle gravité, et exige qu'il y soit immédiatement porté remède.

Calculées en francs-or, nos exportations n'ont atteint, au cours des trois premiers trimestres de l'année 1923, que 57, 62 et 61 p. c. des chiffres correspondants de 1913. L'aggravation de la cherté de tous les produits et la baisse du change ne sont pas dues à cette seule cause. Il est cependant impossible de nier qu'elle y intervient pour une part considérable.

Et notre angoisse ne peut que grandir, lorsque nous songeons que la Belgique doit répondre, par des importations, aux trois quarts de sa consommation alimentaire — et qu'elle ne tire même pas de son propre sol toutes les matières premières qu'elle met en œuvre pour les revendre à l'étranger, et assurer ainsi le paiement de sa subsistance.

Pays à faible marché intérieur; pays tributaire de l'étranger pour sa nourriture et ses matières premières; pays industriel de transformation ne pouvant vivre que de ce qu'il exporte — notre pays se trouve ainsi, dans une position exceptionnellement menacée vis-à-vis du « struggle for life » international.

N'oublions pas que nos rivaux sont entièrement armés pour la lutte économique et que la plupart d'entre eux n'ont pas subi les désastres de la guerre.

Songeons que ces nations favorisées ne laissent même pas la concurrence s'exercer librement chez elles, et que la recrudescence actuelle du protectionisme oppose partout à nos fabricants des barrières douanières de plus en plus hautes, qui ne peuvent être surmontées que par l'abondance et le bon marché de notre production, directement liés eux-mêmes à l'existence d'un régime d'heures de travail suffisamment libéral.

Et ne nous laissons pas surprendre par ce que l'Allemagne nous prépare pour le jour où ce vaste pays laborieux, formidablement équipé, libéré par l'effondrement du mark de toutes ses dettes publiques et privées, viendra reprendre sa place sur les marchés du monde.

9. — Nous ne nous sommes pas dissimulé les résistances que nous devons rencontrer dans l'œuvre de salut public que nous tentons de réaliser aujourd'hui.

Les uns, adversaires du principe même de la loi, nous reprocheront de laisser subsister l'essentiel d'une réglementation que commandent à notre sens d'importantes nécessités humaines.

Les autres, fermant les yeux au fait que ces nécessités doivent être mises en harmonie avec d'autres nécessités d'ordre immédiat et pratique non moins capitales, nous feront grief de méconnaître les intérêts de la classe ouvrière et n'hésiteront même pas à nous représenter comme résolus à servir ceux du patronat — parce que, dans notre étude impartiale, nous avons tenu compte des suggestions de celui-ci en ce qu'elles avaient de légitime.

Aux uns et aux autres nous répondrons que seul l'intérêt public nous guide. Et cela suffit à notre conscience.

ALBERT DEVÈZE.

Annexe I.

L'influence de la journée de de huit heures sur la production.

(Extrait du journal *L'Acheteur* de septembre 1925.)

Le Comité Central Économique, qui veut bien m'ouvrir aujourd'hui les colonnes de son journal, s'est proposé le but, hautement louable de réduire le coût de la vie et cela, spécialement, en cherchant à rapprocher le prix de vente au détail du prix de gros, par la pratique de la coopération et par la publicité donnée aux prix les plus avantageux demandés pour chaque article. On peut cependant se demander s'il n'y aurait pas intérêt à étendre ce programme et, notamment, à essayer de se rendre compte si les prix de revient eux-mêmes sont incompressibles. A défaut d'une action positive, qui peut-être ne cadrerait pas avec le but précis poursuivi par les fondateurs du Comité Central Économique, celui-ci pourrait, par son autorité morale, contribuer à éclairer l'opinion publique et faciliter ainsi l'obtention de solutions conformes à l'intérêt général.

Un facteur essentiel, en matière de prix de revient, est l'intensité de la production. Celle-ci est à son tour liée à la durée du travail et, par conséquent, à la loi des huit heures. Il est toujours délicat de soulever cette question dans un milieu qui n'est pas d'avance acquis à l'une ou l'autre des deux thèses extrêmes, mais je la considère comme tellement importante pour l'avenir du pays que c'est un véritable devoir d'en parler chaque fois que l'occasion en est offerte, et je crois d'ailleurs que ce serait plus facile si l'on voulait bien reconnaître les deux vérités suivantes :

1. Les industriels ne songent aucunement à demander l'abolition de la loi des huit heures ni le retour aux prestations de douze heures ou plus qui existaient avant la guerre dans certaines branches de l'industrie belge.

2. Les conséquences économiques de la loi des huit heures doivent être envisagées indépendamment de ses répercussions d'ordre social ou politique.

Cela posé, les effets de la limitation de la durée du travail sont à examiner à deux points de vue :

1° Réduction de la production ;

2° Influence de cette réduction sur les prix de revient des produits.

RÉDUCTION DE LA PRODUCTION.

La diminution du temps de travail des ouvriers, doit, *a priori*, entraîner une diminution parallèle de la production. C'est donc aux partisans du régime des huit heures qu'il incombe d'apporter — s'ils le peuvent — la preuve contraire. Puisque j'ai le privilège d'être le premier à exposer cette question dans les colonnes de *L'Acheteur*, je veux cependant fournir ici quelques éléments propres à montrer de façon positive quelle a été l'influence de la loi. J'extraits ceux-ci du dossier d'une enquête faite par le Comité Central Industriel, durant le courant de l'été de 1922, auprès des groupements affiliés à cet organisme.

Pour interpréter convenablement les résultats obtenus, il faut distinguer :

- a) Les industries à marche continue ;
- b) Les industries à marche discontinue.

En ce qui concerne les premières, et qui comprennent notamment les hauts-fourneaux et aciéries, les fours à coke, les papeteries, les glaciers, les centrales électriques, les cimenteries, etc., il n'y a, naturellement, aucune réduction directe de production, les installations marchant avec trois équipes de huit heures au lieu de deux équipes de douze heures. Une fabrique de ciment a cependant signalé une perte de temps causée par l'existence d'un changement d'équipe en plus.

En ce qui concerne les usines à marche discontinue, les réponses accusent, d'une façon générale, une réduction de production équivalente à celle de la durée du travail. Chose encore plus grave, mais que les chiffres établissent de façon irrécusable, il existe de nombreux cas où cette diminution est plus que proportionnelle, c'est-à-dire que *la production horaire elle-même a diminué*.

Voici quelques exemples relatifs aux industries mécaniques et métallurgiques :

Une usine signale que malgré l'instauration de nouvelles méthodes de travail et l'amélioration constatée de l'outillage, la production d'avant-guerre n'a jamais été atteinte. Quant au travail aux pièces, l'examen des livres prouve que les ouvriers s'en tiennent aux bases d'avant-guerre : ils profitent simplement de meilleures conditions de travail.

Une autre usine compare les moyennes de production horaires d'avant et d'après-guerre.

Elle cite les chiffres suivants :

- A. Avant 25,978,700 kilogr. en 3,637,452 heures, soit 6 k. 860 par heure.
- B. Après 5,236,819 kilogr. en 870,256 heures, soit 6 k. 015 par heure.

Perte : 12.3 p. c.

Une aciérie de moulage indique les moyennes suivantes :

Production horaire en 1913-1914 = 5 k. 32.

Production horaire en 1921-1922 = 4 k. 07.

Une fonderie de fer donne :

Production horaire en 1913-1914 = 13 k. 07.

Production horaire en 1921-1922 = 11 k. 04.

Une autre usine constate un déchet de 15 p. c. ; un travail qui en 1913 s'effectuait en 730 heures demande 870 heures en 1922.

Une usine métallurgique du bassin de Liège indique pour sa production d'acier Thomas, par homme et par heure, en 1913, 490 kilogrammes ; en 1921, 453 kilogrammes, donc une réduction de 9 p. c.

Sa production d'acier laminé était en 1913, 126 k. 8 ; elle n'était plus que de 112 k. 3 en 1921. La réduction atteignait donc 11 1/2 p. c.

La remise à neuf des différents appareils demandait :

Pour les cornues . . .	16	heures avant la guerre,	18 heures après.
Pour les cubilots . . .	50 1/2	—	36 —
Pour les poches à acier .	7 1/2	—	8 —
Pour les poches à fonte .	10 1/2	—	—

Les ateliers de construction de charpentes dans cette même usine avaient une production en 1912 de 2,712,000 kilos pour 393,566 heures de travail, soit 7 1/2 kilos par heure. La production en 1921 n'était plus que de 2,360,000 kilos pour 413,258 heures de travail, soit 5 kilos 700 par heure. La production horaire a donc diminué de 1 kilo 800 ou 24 p. c. de la production de 1912 ou 31.6 p. c. de celle de 1921.

Une usine analogue indique pour 1913 une production de 6,932,353 kilos pour 976,000 heures de travail, soit 7 kilos 200 par heure. Pour 1921, la production était de 5,447,846 kilos pour 972,000 heures de travail, soit 5 kilos 600 par heure. La réduction de rendement horaire est donc de 1 kilo 600, soit 22 p. c. de la production de 1913 et 28 p. c. de celle de 1921.

Des ateliers de construction mécanique avaient en 1913 une production de 3,653,131 kilos pour 918,120 heures de travail, soit 3 kilos 980 par heure. En 1921, la production était de 3,938,820 kilos pour 1,411,124 heures, soit 3 kilos 540 par heure. La réduction de rendement était donc de 44 p. c. du chiffre de 1913 ou 12 1/2 du chiffre de 1921.

Une clouterie renseigne une production horaire de 8 kilos 480 en 1913 contre 7 kilos 440 en 1921. Le déficit est donc de 12 p. c. du chiffre de 1913 ou 14 p. c. de celui de 1921.

Voici maintenant quelques données concernant l'industrie textile :

Filatures de coton. La réduction de production est proportionnelle à celle du travail. Le rendement est tombé de 20 p. c. sous le chiffre de 1914 et de 11 p. c. sur celui de la période antérieure à la loi.

Filatures de lin, chanvre et jute. C'est le travail de la machine qui règle la production. La réduction de production est en rapport direct de celle de la durée du travail.

Une machine qui ne tourne que quarante-huit heures par semaine au lieu de soixante-six réduit son rendement à 72 p. c.

La fréquence plus grande des arrêts et mises en route accentue encore l'influence de la réduction des heures.

Une première filature déclare : la perte de production est nette et exactement 1/9 de moins, tout en coûtant 1/9 de plus en salaires.

Une carder ne peut produire en 48 heures que la proportion de 48/55 heures. Il en est de même en préparation, étirage, banc à broches et continus, où les femmes travaillent au kilo et au nombre de tours.

Le démontage est accéléré par la fileuse qui ne parvient pas à faire de montures que les 48/54 heures. De nombreuses firmes constatent la même réduction. La plupart estiment que la réduction est proportionnelle à celle du travail.

Une autre firme déclare aussi que la production horaire n'a pas varié pour filature du lin.

En ce qui concerne le tissage, cette fabrique estime que le rendement horaire est en légère augmentation.

Une fabrique qui file à l'étaupe de lin constate pour une réduction de 54 à 48 heures de travail par semaine une diminution de 20 1/2 p. c.

Deux autres établissements donnent 1/10^e comme chiffre de la réduction par semaine.

Fabrique de ficelles. — Une maison estime à $\frac{1}{9}$ la diminution de sa production.

Elle cite les chiffres suivants :

Un banc fileur filait en 6×9 heures	580,000 tours.
Un banc fileur filait en 6×8 heures	520,000 tours.
Un métier continu filait en 6×9 heures	740 kilos.
Un métier continu filait en 6×8 heures	660 kilos.
Une carde produit en 6×9 heures	5,760 kilos.
Une carde produit en 6×8 heures	5,088 kilos.

La perte par semaine est donc pour une carde 672 kilos, soit, pour 50 semaines, 33,600 kilos par an, ce qui, répété sur huit machines, donne une perte de 268,000 kilos par an, tout en payant le même salaire qu'auparavant.

Une autre manufacture de câbles, cordages et ficelles nous fait également part d'une réduction de $\frac{1}{9}$ de sa production.

Industrie textile lainière. Cette branche industrielle estime également que la production horaire n'a pas changé; la réduction de production est donc mathématique.

La raison d'être des différences existant d'une branche à l'autre et, dans une même branche, d'une spécialité à l'autre, quant à l'influence des huit heures sur la production, est très bien expliquée par le passage suivant de l'enquête, relatif à la fabrication des allumettes :

Dans certaines phases de la fabrication, la mécanisation est complète : le travail avant été ramené de 9 à 8 heures, la production a baissé dans la même proportion.

Dans les phases où la mécanisation n'est que partielle, seuls des ouvriers d'élite sont parvenus à produire presque autant en 8 heures qu'en 9 heures.

Enfin, dans les phases de travail purement manuel, seuls les ouvriers d'élite ont atteint la production ancienne; les autres ont vu leur rendement augmenter.

Ce résultat n'est cependant pas dû à la réduction des heures de travail, mais à l'application du taylorisme bien compris, basé sur la sélection des ouvriers d'après leurs capacités.

En d'autres termes, les industries ont d'autant plus souffert de l'introduction des huit heures qu'elles étaient déjà plus fortement mécanisées et que la marge des progrès possibles était moindre.

AUGMENTATION DU PRIX DE REVIENT.

Ici, il faut également distinguer les fabrications continues et discontinues.

Dans le cas des premières, l'emploi d'une troisième équipe a eu nécessairement pour effet d'augmenter 5 p. c., toutes choses égales d'ailleurs, la dépense en salaires. La production n'ayant pas changé, le prix de revient a donc augmenté à concurrence de 50 p. c. de la part que représente dans celui-ci l'élément main-d'œuvre.

Dans le cas des industries discontinues, l'application de l'article 13 de la loi, obligeant à maintenir le salaire horaire, a entraîné pareillement une augmentation

des frais de main-d'œuvre proportionnelle à l'importance de la réduction apportée dans la durée de la journée de travail.

Dans le cas des industries qui, anticipant sur l'obligation légale, ont adopté les huit heures par voies de conventions collectives dès 1919 ou 1920, ce phénomène a été quelque peu masqué par les autres causes de majoration des salaires qui s'exerçaient à cette époque; mais il a joué en plein pour les branches comme l'industrie textile (lin et coton), qui avaient conservé le régime des neuf heures jusqu'à l'instauration de la loi.

Cette conséquence est aggravée encore par l'application des majorations de salaires de 25 p. c., 50 p. c. ou 100 p. c. prescrites par l'article 13 en cas d'heures supplémentaires, et si même, pour les deux raisons que nous venons d'indiquer, le facteur main-d'œuvre n'avait pas été augmenté, encore le prix de revient subirait-il l'influence défavorable d'une moins bonne utilisation de l'outillage, qui fait peser la même charge d'intérêt et d'amortissement et les mêmes frais généraux sur une production amoindrie.

Le travail supplémentaire de l'ouvrier en dehors de l'atelier n'apporte pas de solution satisfaisante, précisément parce que ce travail s'exécute manuellement et ne procure donc à la collectivité qu'une production bien inférieure à celle que réaliserait le même travailleur actionnant une machine.

On ne saurait évidemment donner à cette rapide étude qu'une seule conclusion : la loi des huit heures doit être révisée. Si l'on veut bien faire porter les efforts surtout sur l'article 7 concernant les heures supplémentaires, cette révision peut s'effectuer dans un sens à la fois assez modéré pour écarter les craintes de la population ouvrière de voir mettre en péril le principe même de la limitation des heures de travail, et assez large pour apporter dans le régime de la production, et particulièrement dans les prix de revient industriels, l'amélioration nécessaire si impérieusement par l'ensemble de notre situation économique.

Gustave L. GÉRARD,

Directeur général-adjoint du Comité Central Industriel.

Annexe II.

ORDRE DU JOUR DU COMITÉ CENTRAL ÉCONOMIQUE.

La section d'études du Comité Central Economique, après avoir entendu les communications de M.M. Gustave Léo Gérard, au nom des patrons ; Cornéille Mertens, secrétaire de la Commission Syndicale, qui représentait les ouvriers socialistes et René Carels, parlant au nom des ouvriers chrétiens, ainsi que les observations de M. Ernest Mahaim, ancien Ministre de l'Industrie et du Travail qui représente la Belgique à toutes les conférences internationales où des questions ouvrières sont en jeu, a voté l'ordre du jour suivant, en séance du 15 novembre 1923 :

Le Comité,

soucieux avant tout des intérêts des consommateurs que la vie de plus en plus chère atteint gravement,

est d'avis que l'une des causes importantes du renchérissement de la vie est l'augmentation du prix de revient des produits;

qu'en dehors des articles provenant de l'étranger, dont le prix est déterminé par les cours du change, un grand nombre de produits belges ont un prix de revient croissant, qui retentit défavorablement sur le prix de vente, au détriment du consommateur et de l'exportation;

que, dans ce but, l'augmentation du rendement de l'ouvrier doit être poursuivie, de même que tous les perfectionnements techniques.

La Section, d'autre part, retient de ce qui a été dit devant elle qu'il paraît incontestable qu'à la suite de la généralisation de la journée de huit heures, le rendement de l'ouvrier a diminué, dans une mesure difficile à déterminer.

La Section pense que l'importance de ce fait ne peut être méconnue pour un petit pays obligé d'importer une grande partie des objets d'alimentation et des matières premières dont il a besoin.

Elle est d'avis que les recommandations solennelles que S. M. le Roi adressait au pays dans une belle lettre à M. le Ministre de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement le 14 juin 1921, n'ont rien perdu de leur valeur et qu'il en est de même de celles contenues dans l'admirable article de M. le Ministre Wauters du 1^{er} octobre 1921.

En conséquence, la Section est d'opinion qu'il est de l'intérêt de la nation tout entière d'arriver à une augmentation du rendement de l'ouvrier.

Convaincue que ce résultat ne peut être atteint par la contrainte ou la menace, mais par une commune bonne volonté, la Section enregistre avec satisfaction les deux déclarations qui ont été faites devant elle :

Du côté patronal :

« Que les patrons ne songent aucunement à l'abolition de la loi des huit heures ni le retour aux prestations de douze heures ou plus qui existaient avant la guerre dans certaines branches de l'industrie belge »;

Du côté ouvrier :

» Que les ouvriers ainsi que leurs syndicats et leurs leaders ne font pas une opposition systématique aux heures supplémentaires de travail et aux dérogations nécessaires, dans les limites de la loi qui est suffisamment souple, lorsque les circonstances les justifient... La classe ouvrière organisée se refuse à en revenir à la situation d'avant-guerre, elle exige l'accomplissement des promesses qui lui ont été faites au moment du danger. S'il en est ainsi, elle fera, avec le bon sens qui la caractérise, ce qu'il faudra pour que l'industrie belge ne soit pas en péril, car elle sait que la prospérité de l'industrie lui donnera également son bien-être. Et par un travail productif, assurant d'une manière convenable l'existence de toute sa famille, l'ouvrier apportera joyeusement sa collaboration à la prospérité de la communauté belge ».

La Section conclut :

1° Qu'il n'y a pas lieu de poursuivre l'abrogation de la loi du 14 juin 1921, ni même l'abolition de la journée de huit heures ;

2° Qu'il faut faire porter à la loi actuelle tous les effets dont elle est susceptible en faveur de l'augmentation du rendement, par exemple, en tenant compte du travail « effectif » comme l'indique l'article 2, et non du temps de présence, ou en usant de toutes les dérogations permises par les articles 5, 6, 7 et 9, interprétés raisonnablement ;

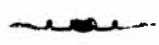
3° Que le moment est venu de proposer que les délégués qualifiés des associations professionnelles les plus représentatives des patrons et des ouvriers fassent un effort pour organiser les heures supplémentaires dans la limite des besoins de l'industrie, et examinent avec une commune bonne foi s'il y a lieu d'envisager une extension dans ce but de l'article 7 actuel.

Elle adjure enfin :

les patrons, de renoncer à attaquer sans rémission le principe même de la journée de huit heures, que les plus éclairés d'entre eux, admettent comme un fait acquis ; de faire, au contraire, tous leurs efforts pour que, s'adaptant à la journée réduite, l'outillage, l'organisation du travail et la direction commerciale des entreprises concourent à abaisser le prix de revient ;

les ouvriers, de renoncer à la pratique, consciente ou non, de la restriction de la production, et de consentir à l'allongement temporaire et occasionnel de la journée de travail dans tous les cas où elle est justifiée par la situation de l'industrie ;

les pouvoirs publics, les patrons et les ouvriers, d'organiser sur des bases pratiques et en dehors de toute préoccupation de parti un enseignement professionnel efficace qui soit de nature à élever la productivité de la classe ouvrière. »



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 20 DECEMBER 1925.

Wetsvoorstel

tot herziening der wet van 14 Juni 1921 op den achturedag

TOELICHTING

MIJNE HEEREN,

1. — Dit wetsvoorstel maakt geen inbreuk hoegenaamd op het beginsel der wet van 14 Juni 1921 — en laat, *met inachtneming van hetgeen hieronder wordt gezegd*, den samenhang er van bestaan.

De bestaande bepalingen worden niet gewijzigd in hunne draagkracht. De beperking tot acht werkuren per dag en acht-en-veertig werkuren per week blijft de algemeene regel. Al de wijzen der thans bestaande toepassing blijven onveranderd.

De herziening van den wetstekst betreft uitsluitend de artikelen 2 en 7 — en omvat bovendien de inlassching in de wet van een nieuw artikel 7^{bis}. Wij zullen er de beteekenis van onderzoeken en de reden van bestaan billijken.

I.

BETEKENIS VAN DE HERZIENING.

2. — Vooreerst dient in artikel 2 de beteekenis der woorden « werkelijken arbeidsduur » klaar te worden omschreven.

De bedoeling van den wetgever van 1921 was ongetwijfeld te eischen, dat de acht uren onverminderd aan de voortbrengst worden gewijd en daar buiten te sluiten den tijd van eenvoudige aanwezigheid, wanneer de werkman geen werkelijken arbeid verstrekt. Wij vinden daarvan het bewijs in het laatste lid van artikel 9, betreffende de arbeiders wier werk door den aard zelf bij tusschenpoozen wordt verricht — alsmede in de gezegden van hen die, als onder-teekenaars van het voorstel, hunne goedkeuring aan de beperking van den arbeidsduur hebben verleend — en ook in de bestuursonderrichtingen.

Het is gebeurd dat, practischerwijs, het begrip van de « tusschenpoozen » in den eigenlijken en beperkenden zin werd genomen, en het aldus noodzakelijk werd de beteekenis van het begrip « werkelijken arbeidsduur » nauwkeurig te bepalen.

Met dien verstande onderzoeken wij de talrijke gevallen waarin, zonder

dat het werk « bij tusschenpoozen » geschiedt, dat is zonder dat de arbeider de werkplaats moet verlaten, hij niettemin ophoudt voort te brengen gedurende een min of meer langen tijd. Dit geldt, b. v., voor de arbeiders die aangesteld zijn om sommige opstellings- of verwerkingstoestellen te bedienen en dus slechts voor korte stonden werkdadig optreden.

Eveneens nemen wij in acht de gevallen waarin de bezigheid van den arbeid slechts in een toezicht bestaat. Het klassieke voorbeeld is dat van den bareelwachter. Doch hier moet men ook denken aan de werklieden die slechts de werking van een eenvoudige machine hebben te bewaken, te zorgen voor het insmeren, te letten op het warmloopen, enz.

Hier doelen wij natuurlijk niet op gevallen waarin de *onafgebroken* aandacht op zich zelf een vermoeiend werk is, alzoo : de machinist bij de ophaalbakken, de machinist bij motors met groote snelheid, de arbeider in de spinnerijen, enz., en allen zullen het eens zijn om in den werkelijken arbeidsduur te begrijpen de lichamelijke rust door de krachtinspanning bij den werkmán noodzakelijk geworden. Op dat gebied heeft men terecht het geval van den arbeider aan den puddeloven aangehaald. « De rusttijden maken dan » inderdaad « een onafscheidbaar deel uit van de reeks verrichtingen aan den arbeider toevertrouwd ».

De tekst dien wij op artikel 2 voorstellen, moet bijgevolg verstaan worden in dezen zin, dat de werkelijke behoeften van den arbeider ruimschoots worden in acht genomen.

3. — Het tweede vraagstuk betreft de *werkuren* collectief verloren, hetgeen met het oog op 's Lands opbrengst van groot belang is (Art. 7^{bis} van het voorstel).

Uit de verklaringen van den heer Moyersoen, Minister van Nijverheid en Arbeid, ter Senaatsvergadering van 3 Juli 1925, blijkt dat, naar een onderzoek door zijn Departement ingesteld, de gemiddelde arbeidsduur in de opgegeven bedrijven, beneden 2,520 uren per jaar bleef. De achtbare Minister stelde bovendien vast dat, buiten de Zondagen, de verlofdagen voor feesten gemiddeld een tiental bereikten, en hij besloot :

« De wet voorziet niet dat de arbeidsdagen verloren wegens plaatselijke » feesten, onderscheidene omstandigheden als ontreddering der machines, inventarissen of andere redenen, kunnen ingewonnen worden.

» Men mag dit betreuren. Niemand zal beweren dat zulk inwinnen eenigermate » kan schaden aan de arbeidersklasse, terwijl de ervaring leert dat, zonder dit » inwinnen, het zelfs onmogelijk is het gemiddeld aantal van 2,440 uren te » bereiken.

» In de redevoering van den heer Delvigne, waarop ik zoeven heb gedoeld, » zegt deze aan zijne toehoorders : « Wij moeten wantrouwig zijn; het verleenen » van een tegoed aan bijkomende uren zou de verplichting doen verdwijnen van » de arbeidsinrichting ». Ik antwoord daarop : « Laat ons in elkaar eenig ver- » trouwen stellen. »

» Nemen wij de feiten zonder ze met elkaar te verwarren.

» Zijn die dagen van werkloosheid, wegens plaatselijke feesten, b. v., niet » meestal stilzwijgend aangenomen en door de werklieden en door de patroons?

» Is er meer dan die zelfde bewilliging noodig om ze in te winnen? Meent men
 » dat het tegenwoordig mogelijk zij aan een nijveraar, wiens werklieden georga-
 » niseerd zijn, met hunne toestemming geen rekening te houden? Men zou zich
 » zeer bedriegen!

« Maar is voor dergelijk eenvoudig, natuurlijk en toch zoo nuttig inwinnen
 » heel de rechtspleging en zelfs ministerieele tussenkomst gewenscht die
 » tot toepassing van artikel 7 moet leiden? Ik meen van niet. Dit inwinnen
 « is n. l. in Frankrijk en in Holland toegelaten. »

Met het oog op die ingevingen, stellen wij voor in de wet van 14 Juni 1921
 een nieuw artikel te lassenen, dat n° 7^{bis} zou zijn, en waarbij het inwinnen
 op de volgende wijze zou geregeld worden.

De oorzaken van verlies zouden vooreerst in twee klassen worden verdeeld
 volgens dat zij kunnen voorz en worden of niet. In het eerste geval (naamelijk
 de lokale feesten, inventarissen, enz.) is het logisch, ten einde aan de
 regeling een zekere vastheid te geven, zich te vergewissen van de toelating
 door de bestuursoverheid, met de verleenning afhankelijk te maken van den
 arbeidsoptziener of van den bevoegden ingenieur. Deze ambtenaar mag,
 daarenboven, het voorbarig inwinnen toestaan, hetgeen een goede indus-
 triciele maatregel is, aangezien de gedane bestellingen alsdan, in voor-
 komend geval, kunnen geleverd worden vóór de voorziene onderbreking
 van den arbeid.

In de tweede veronderstelling, welke die is van het gebrek aan grond-
 stoffen, ongunstig weder, ongevallen, ontreddering van machines, onder-
 breking van drijfkraft, enz., is het eerst en vooral noodig den verloren tijd
 zoo snel mogelijk te kunnen terugwinnen, zonder de administratieve forma-
 liteiten te moeten afwachten. Daarom voorziet ons voorstel eenvoudig de
 notificatie aan den bevoegden ambtenaar, onverminderd, natuurlijk, van de
 inschrijving der bijkomende uren in het bijzonder register door artikel 16
 der wet opgelegd.

Om te vermijden dat met samenvoeging van het inwinnen der uren met
 de afwijking uit hoofde van overvloed in de bestellingen, men werkverlee-
 ningen bekomt van een overdreven duur, bepalen wij in een bijzonder lid
 dat de *gelijktijdige* toepassing der artikelen 7 en 7^{bis} niet mag leiden tot een
 verlenging van den arbeidsdag die meer dan twee uren zou bedragen.
 Daarenboven, zal het inwinnen binnen de zes maanden moeten geschieden.

Eindelijk, schreef het ons redelijk aan te stippen dat de bepalingen van
 artikel 13, betreffende de verhooging van dagloonen voor bijkomende uren
 niet zouden van toepassing zijn in het geval van inwinnen. Hier geldt het,
 inderdaad, niet de vermeerdering, maar alleen de eenvoudige *verplaatsing*
 van de arbeidsuren, en de toepassing van artikel 13 zou des te minder te
 billijken zijn, daar de Belgische wet, welke loonverhoogingen voorziet die
 25, 50 en 100 t. h. kunnen bereiken, aanzienlijk het bestek te buiten ging
 van de Overeenkomst van Washington, die slechts spreekt van 25 t. h.

4. — De derde vraag betreft de afwijkingen wegens buitengewonen
 overvloed in de bestellingen (voorgestelde wijziging van artikel 7), die
 dringend worden vereischt door den economischen toestand.

Hernemen wij den tekst van dit artikel :

« De machtiging om buiten het maximum-urental, vastgesteld bij de artikelen 2 » en 3, en buiten de grenzen, voorzien bij de artikelen 5 en 6, te laten arbeiden, » kan worden verleend ingevolge eene overeenkomst tusschen het bedrijfs hoofd en » de groep of de groepen waartoe de meerderheid zijner werklieden behoort of, » bij ontstentenis van groep, de meerderheid zijner werklieden.

» Die machtiging wordt door den Minister van Nijverheid, Arbeid en Bevoor- » rading, op verslag van den arbeidsopziener of van den bevoegden mijnkorps- » ingenieur, verleend ten einde het bedrijfs hoofd in staat te stellen in het afdoen » van wegens onvoorziene gebeurtenissen buitengewoon talrijke bestellingen te » voorzien.

» Bedoelde machtiging kan niet voor meer dan drie maanden in één jaar ver- » leend worden. Zij bepaalt in welke mate de arbeidsdag zal mogen verlengd » worden; deze verlenging mag niet twee uren per dag overschrijden ».

Wij willen in de eerste plaats vaststellen dat de bijkomstige uren slechts toegelaten zijn krachtens eene «overeenkomst» tusschen den bedrijfsleider en de arbeidersvereniging, en dat is van zeer groot gewicht. Voorzeker, de goede wil van sommige bedrijfsleiders kan niet betwist worden, maar zij zijn vaak gedwongen den druk van andere, minder verklaarbare drijfveren te volgen, of toe te geven aan de bekoring, de macht die hun verleend werd te gebruiken om eischen te doen aannemen die heel en al vreemd zijn aan de uitvoering van de meerdere bestellingen voor eene bepaalde onderneming of nijverheid. Voegt daarbij den invloed van politieke beweegredenen, en men zal moeten toegeven dat deze bepaling niet in overeenstemming is met het louter economisch doel van de wet.

Op dit punt dient er op gewezen, dat de Belgische wetgever, door de *instemming* der arbeidersgroepeerings te eischen, verder gegaan is dan de bepalingen van de Conventie van Washington. Deze voorziet alleen het raadplegen van de arbeidersvereniging, en dienvolgens draagt het Belgisch stelsel een ongewoon streng karakter, dat verder gaat dan de beweegredenen van internationalen aard waarmede rekening dient gehouden. En evenzoo, terwijl de Conventie van Washington enkel bedoelt de « buitengewone vermeerdering van arbeid », heeft de Belgische wetgever daar beperkender wijze bijgevoegd « wegens onvoorziene gebeurtenissen ».

Stellen wij vervolgens vast dat door de afwijking te beperken tot twee uur per dag gedurende drie maanden, d. w. z. (op voet van zes-en-twintig werkdagen in de maand) tot 150 uren per jaar, voor de industrie de middelen om aan de wisselvalligheden van het bedrijf het hoofd te bieden, door artikel 7 op aanzienlijke wijze worden ingekrompen.

Welnu, zoo er in de practijk een geval is waarbij aan de bedrijfsleiders genoegzame vrijheid van handelen moet gelaten worden om de arbeidsuren te regelen, dan is het wel het geval voor de « wegens onvoorziene gebeurtenissen buitengewone talrijke bestellingen ». Neem, bijvoorbeeld eene fabriek die eene prijsopgave vraagt voor onmiddellijk te leveren materieel. Tien tot vijftien mededingers, Belgische, Engelsche, Duitsche bieden zich aan. De quaestie van den termijn is hoofdzaak voor het bekomen van de bestelling. Is de beperking der toegestane bijuren al te streng, of is

de onderhandeling om ze te bekomen al te ingewikkeld, dan zal de industrieel zich niet durven verbinden, en de bestelling zal verloren zijn niet alleen voor de betrokken fabriek, maar over het algemeen ook voor België. Kunnen wij ons die weelde veroorloven? En moet de aanblik van de rampzalige werkloosheid in Engeland, Zwitserland, Holland, ons niet de noodzakelijkheid voor een nijverheidsland doen inzien dat wij geen werkgelegenheid mogen verwerpen en de klienteel moeten voldoening schenken, zels in den tijd van welvaart, om ze ook in de slechte tijden te kunnen behouden?

De inlichtingen betreffende sommige Zuid-Amerikaansche landen, bij voorbeeld, stemmen alle overeen om te bewijzen dat de snelle levering een der hoofdvoorwaarden is voor den goeden uitslag. De Vereenigde-Staten, onze ernstigste mededingers, hebben deze practijk in den Zuid-Amerikaanschen handel gebracht, en de machtige actiemiddelen waarover zij beschikken maken die practijk voor hen zeer voordeelig. Het is dus volstrekt noodig onze zwakkere middelen in voorkomend geval te kunnen aanvullen met eene ruimere vrijheid in het regelen van de werkuren, oplossing die des te redelijker voorkomt daar de arbeidsduur in de Vereenigde-Staten, waar de Conventie van Washington niet geteekend en nog minder bekrachtigd werd, dikwijls de acht uren overschrijdt in vele nijverheidstakken.

Het is dus noodig dat de industrieel, wanneer hij een aanbod tot levering krijgt, 1° *spoedig* kunne beslissen, en zijn antwoord niet moet ondergeschikt maken aan eene lange en moeilijke onderhandeling met de arbeidersgroepeeringsen; 2° vrijelijk kunne beslissen, en binnen de grenzen van wat redelijk is, kunne rekenen op eene grootere werkinspanning die hem toelaat een zoo kort mogelijken leveringstermijn aan te nemen.

Te dien einde stellen wij vooreerst voor terug te keeren tot de voorschriften van de Conventie van Washington, door het woord « overeenkomst » met de arbeidersgroepeeringsen te vervangen door de « raadpleging » van deze groepeeringsen waartoe, volgens de gevallen, de arbeidstoeziener of de bevoegde mijn-ingenieur zou overgaan.

Vervolgens, steunend op het beginsel, dat in de Fransche wet is neergelegd, van de toekenning van een *tegoed aan uren*, waarover de nijverheid mag beschikken op eenvoudig advies van het Arbeidstoezicht, en op het voorbeeld van het reglement der Fransche openbare administratie van 9 Augustus 1920, op den achturedag in de metaalnijverheid en in nijverheid van de metaalbewerking, stellen wij voor het getal van dit tegoed te brengen op 100 uren per jaar.

Wij verwijzen naar ons voorstel voor den tekst van het thans gewijzigd artikel 7, en wij moeten alleen nog de aandacht vestigen op één woordje in den tekst, namelijk, het vervangen van de woorden « bij ontstentenis van groep », in artikel 7 der wet, door de woorden « bij ontstentenis van *zoodanige* groepen ».

Als men zich streng bij den bestaanden tekst houdt, dan schijnt het dat het alleen is bij ontstentenis *van eender welke* groep van arbeiders, dat deze rechtstreeks zouden kunnen optreden. Een klein getal gesyndikeerden, een

tiende deel bij voorbeeld, zou zich dus kunnen verzetten tegen het verlangen van hunne kamaraden en gelijk halen. Dat is niet aan te nemen, en Minister Wanters, auteur van de wet, heeft zelf erkend, in een brief van 19 Maart 1921 aan Senator Dupret, verslaggever van de Senaatscommissie, dat, wanneer de meerderheid van de arbeiders in eene fabriek niet gesyndiceerd is, de vraag moet onderworpen worden aan al de werklieden van die inrichting. De bijvoeging van het woordje « zoodanige » wil deze verklaring onttrekken aan alle latere betwisting.

II.

WAAROM EENE HERZIENING VAN DE WET ?

5. — De beweeggronden die principieel het behoud opleggen van de regeling van den arbeidsdag, en van de vaststelling op acht uur van den werkdur, zijn van socialen en moreelen aard. Het is onnoodig ze hier te herhalen, daar ons voorstel dit beginsel onaangetast laat en er de billijkheid van erkent.

De algemeene beschouwingen die — behalve de bijzondere beschouwingen hiervoren uiteengezet voor de rechtvaardiging van den voorgestelden tekst — de herziening *opleggen* van de Belgische wet zijn; a) van internationalen aard, b) van nationalen aard.

6. — De Overeenkomst van Washington liet den Belgischen wetgever toe te hopen dat, zich voegende naar eene gelijke gedragslijn als de zijne, de vreemde wetgevers in de wereld een even gestrengte toepassing zouden maken van de regelen door het internationaal akkoord verordend. De meest gezaghebbende personen, zelfs van de uiterste linkerzijde, hebben, reeds van vóór den oorlog, verklaard dat België, op dit gebied, *niet alleen mag handelen*, en moet rekening houden met hetgeen door de overige natiën wordt gedaan, die zijne mededingsters zijn zelfs wanneer zij met haar bevriend zijn, en die om hunne nijverheid te rugsteunen, een veel belangrijker binnenlandsch afzetgebied bezitten dan het zijne. Het is dus, in 1923, noodig dat wij zien wat rond ons gebeurt en dat wij vergelijken.

Vooreerst in Frankrijk, waar de wet van 1919, veel vrijgeviger dan de onze, wordt toegepast in een geest van verdraagzaamheid, welke bewezen is door de meest kenmerkende en de meest overeenstemmende feiten. Als concreet voorbeeld van deze strekkingen, willen wij twee decreten vermelden — uitgevaardigd onderscheidenlijk op 5 September en op 14 September 1922, welke, in dit land, de toepassing der achturenwet in de koopvaardijscheepvaart hebben geschorst en dezelve hebben gewijzigd voor wat betreft de spoorwegen. Vermelden wij insgelijks de reglementen van openbaar bestuur waarop wij hierboven reeds hebben gewezen. Het onderscheid is van zulken aard dat onze handenarbeiders, die wenschen meer vrijgevege arbeidsvoorwaarden te vinden en alzoo tot hogere dagloonen te komen, trachten naar buiten uit te wijken en alzoo een ware crisis verwekken die een hindernis is voor het oprichten van fabrieken en verhuizen in onze verwoeste gewesten.

In Engeland, waar men tot nog toe geen achturenarbeidsdag kent, hebben de Schotsche spoorwegarbeiders, en na hen het geheel personeel van de Britsche spoorwegen, een akkoord aangenomen, dat, hoewel het beginsel van de acht uren werkelijken arbeid aannemende, voorziet dat deze over tien uren zal kunnen verdeeld worden.

In Nederland hebben vrijstellingen, in voege gebracht den 20^e Mei 1922, toegelaten den gemiddelden arbeidsduur per week op 45 tot 48 uren te brengen. Naar luid van een verslag uitgebracht door het Arbeidstoezicht van Nederland over 1921, hebben de Nederlandsche industrieelen tijdens dit jaar 25,718 afwijkingen genoten wegens toewijding van werk; 13,204 afwijkingen lieten overwerk toe gedurende meer dan 6 dagen. Daaruit blijkt met welke rekbaarheid het achturen-stelsel bij onze Noorderburen werd toegepast.

Bij het begin van 1922, heeft Zwitserland eene wet aangenomen, waardoor de arbeidsduur per week op 54 uren wordt gebracht, wanneer er crisis heerscht; naar aanleiding van eene vraag tot referendum vanwege de Zwitsersche syndicale Vereeniging, zal deze wet niettemin aan eene volksraadpleging dienen onderworpen te worden.

In Italië wordt het decreet-wet d. d. 15 Maart 1923 door volgende punten gekenmerkt: wordt niet als werkelijke arbeidsduur beschouwd: de tusschentijdige rust, de onderbrekingen van den arbeid boven tien minuten, de vereischte tijd om zich naar den arbeid te begeven; arbeidsonderbrekingen toe te schrijven aan onvoorziene oorzaken of aan overmacht worden ingewonnen; afwijkingen worden verleend mits de achturedag, berekend over het gansche jaar, niet worde overschreden; de voorziene voorbijstrevingen worden toegelaten, wanneer het stilleggen van den arbeid de voortbrengst zou benadelen.

Zweden heeft zijne wet van 1919 gewijzigd met dien verstande, dat de industrieel over 200 overuren kan beschikken, zonder daartoe bijzondere machtiging aan te vragen.

In Duitschland, ten slotte, worden, bij nieuwe regeling van 5 Augustus 1922, voor de spoorwegen afwijkingen ingevoerd, waardoor onderscheid wordt gemaakt tusschen den « werkelijken arbeidsduur » en de uren van eenvoudige aanwezigheid; deze laatste duur kan tot 15 uren worden gebracht. En de laatste inlichtingen laten voorzien dat de regeling heelemaal zal wegvallen.

Om volledig te zijn, herinneren wij er aan dat de Vereenigde-Staten zelf niet officieel deel hebben genomen aan de Conferentie van Washington.

7. — Bij dezen internationalen factor komt er een andere van nationalen aard.

De heer Gustave-L. Gérard, toegevoegd directeur-generaal van het « Comité Central Industriel », uit wiens merkwaardige werken ik herhaaldelijk heb geput, heeft door volstrekt nauwkeurige cijfers bewezen, tijdens het onderzoek gedaan door het Centraal economisch comitee, dat de vermindering van den arbeidsduur in België eene vreeselijke productievermindering voor gevolg had.

Men had voorzeker mogen hopen dat de vermindering van den arbeidsduur zou

vergoed worden door eene gelijkwaardige vermeerdering van de arbeidsproductie. Ondanks enkele prijzenswaardige pogingen, werd deze hoop niet verwzenlijkt. De machinale arbeid heeft namelijk de gewenschte vermeerdering belet, omdat het onmogelijk was de machine per uur meer te doen werken, en dat de niet benuttigde uren dus noodzakelijkerwijze zonder compensatie bleven. De statistieken door den heer Gustave-L. Gérard aangehaald werden niet ernstig weerlegd. Zij bewijzen dat in al de nijverheidstakken waar de wet werd toegepast, de dagelijksche productie verminderde, in eene mate die soms zelfs hooger is dan de geëvenredigde vermindering in den duur van den arbeid. En hun auteur zet met veel duidelijkheid den weerslag uiteen van de door hem vastgestelde feiten op de kostende prijzen. (Zie Bijlage I.)

Het werk van den heer Gustave-L. Gérard werd onderworpen aan het Centraal Economisch Comité, een volstrekt onpartijdig lichaam, voorgezeten door den heer Mahaim, Oud-Minister van Nijverheid en Arbeid, en bestuurder van het Sociologisch Instituut Solvay.

De studie voortgezet door dit Comité leidde tot de goedkeuring, ter vergadering van 15 November 1923, van eene dagorde (Zie bijlage 2) die heelemaal overeenstemt met ons wetsvoorstel.

Hij besluit inderdaad voor de versterking van het begrip « werkelijken » arbeid en voor een nieuwe regeling voor het toekennen van bijkomende uren in de mate als zulks voor de nijverheid noodig is, omvattende een eventueele herziening van het huidig artikel 7. Deze dubbele bevestiging strookt volkomen met het doel dat wij nastreven door de herziening van de artikelen 2 en 7 en de inlassching van een artikel 7^{bis} in de wet.

8. — De aldus omschreven toestand schijnt uiterst gewichtig en vereischt dat hij dadelijk verholpen worde.

In goudfranken berekend, heeft onze uitvoer, in den loop der eerste drie trimesters van 1923, slechts 57, 62 en 61 t. h. bereikt van de overeenstemmende cijfers in 1913. De verzwaring van de prijsstijging bij al de producten en de daling van den wissel zijn er niet alleen de oorzaak van. Het is evenwel onmogelijk te ontkennen dat zij er voor een groot deel bij betrokken zijn.

En onze angst kan slechts vergrooten wanneer wij denken dat België, door invoer, moet beantwoorden aan de drie vierden van zijn voedingsverbruik en dat het uit zijn eigen grond zelfs niet al de grondstoffen trekt die het verwerkt om ze in den vreemde weder te verkoopen en alzoo de betaling van zijn onderhoud te verzekeren.

Land met een zwakken binnenlandschen omzet; land dat afhangt van den vreemde voor zijne voeding en zijne grondstoffen; industrieel land voor omvorming der grondstoffen en dat slechts leven kan met hetgeen het uitvoert, — zoo bevindt zich ons land in een uitzonderlijk bedreigden toestand tegenover het internationaal *struggle for life*.

Vergeten wij niet dat onze concurrenten volkomen gewapend zijn voor den economischen strijd en dat de meesten onder hen niet van de oorlogsrampen hebben geleden.

Denken wij er aan dat deze begunstigde natiën zelfs de vrije mededinging binnen hare grenzen niet toelaten, en dat de tegenwoordige verscherping

van het protectionnisme overal tegen onze fabrikanten donanerechten stelt, die altijd stijgen en die slechts kunnen overwonnen worden door eene overvloedige en goedkoope productie onzerzijds, welke rechtstreeks verbonden is aan het bestaan van een voldoende rekbaar stelsel van werkuren.

En laten wij ons niet vangen door hetgeen Duitschland ons voorbereid voor den dag waarop dit groote, werkzame land, dat op verbazende wijze is uitgeput, van al zijne openkare en private schulden verlost door de ineenslorting van de mark, zijn plaats op de wereldmarkt weer zal innemen.

9. Wij ontveinzen ons niet den weerstand dien wij gingen ontmoeten in dit werk van openbaar welzijn dat wij hier trachten tot stand te doen komen.

De eenen, tegenstanders van het beginsel zelf der wet, zullen ons verwijten dat wij laten voortbestaan het hoofdzakelijke van eene regeling die naar onze meening wordt opgelegd door gewichtige menschelijke noodwendigheden.

De anderen zullen de oogen sluiten voor het feit dat deze noodwendigheden moeten in overeenstemming gebracht worden met andere niet minder belangrijke behoeften van onmiddellijken en practischen aard. Zij zullen ons verwijten de belangen der arbeidersklasse te miskennen, en zij zullen niet aarzelen ons voor te stellen als de verdedigers van de belangen der werkgevers omdat wij, in ons onpartijdig onderzoek, hebben rekening gehouden met wat billijk was in de voorstellen van deze laatsten.

Aan de eenen en de anderen antwoorden wij dat alleen het openbaar belang ons leidt. En voor ons geweten is dit voldoende.

ALBERT DEVÈZE.



Bijlage I

De invloed van den achturedag op de voortbrengst.

(Uittreksel van het blad « *L'Acheteur* » van September 1923.)

Het « Comité Central Économique » dat heden de kolommen van zijn blad te mijnen dienste wil stellen, beoogt het loffelijk doel de levensduurte te verminderen en wel hoofdzakelijk met den prijs in 't klein zoo dicht mogelijk bij dien in 't groot te brengen, door middel van de samenwerking en van de bekendmaking der voordeeligste prijzen voor elk artikel. Men kan zich afvragen of het niet van belang wezen zou dit programma uit te breiden, met dien verstande dat men zou trachten te onderzoeken of de kostende prijs niet kan ingekrompen worden. Bij gebrek aan rechtstreeksche actie, die wellicht niet strooken zou met het klare doel dat de stichters van het « Comité Central Économique » zich hebben gesteld, zou dit laatste door zijn moreel gezag de openbare opinie kunnen helpen verlichten en aldus oplossingen voor het algemeen belang vergemakkelijken.

Een hoofdzakelijke factor in zake kostende prijs, is eene overvloedige voortbrengst. Deze staat in verband met den arbeidsduur en dienvolgens met de achturenwet. Het is steeds eene kiesche zaak dit vraagstuk op te werpen in een midden dat vooraf niet gewonnen is voor eene der beide uiterste stellingen; ik aanzie echter het vraagstuk van zulkdanig belang voor 's Lands toekomst, dat het een werkelijke plicht is daarover te spreken telkens als de gelegenheid zich voordoet, en ik meen overigens dat de zaak zou gemakkelijker gaan, wilde men de twee volgende waarheden erkennen :

1. — De industrieelen denken er geenszins aan de afschaffing der achturenwet te vragen noch den terugkeer tot den twaalfuren- of langeren arbeidsdag, zooals dit, vóór den oorlog, het geval was in sommige Belgische nijverheidsbedrijven.

2. — De economische gevolgen der achturenwet moeten beschouwd worden buiten den weerslag op sociaal of politiek gebied.

Wordt dat aangenomen, dan moeten de gevolgen van de beperking van den arbeidsduur in tweevoudig opzicht worden onderzocht :

1^o Vermindering van de voortbrengst ;

2^o Weerslag van deze vermindering op den kostenden prijs der producten.

VERMINDERING VAN DE VOORTBRENGST.

De vermindering van den arbeidsduur der werklieden, moet, *a priori*, eene daarmede in verband staande vermindering in de opbrengst voor gevolg hebben. De voorstanders van den achturedag moeten dus — indien zij het kunnen — het tegenbewijs aanbrengen. Vermits ik het voorrecht heb de eerste te zijn die dit vraagstuk in de kolommen van *L'Acheteur* uiteenzet,

wil ik hier, met enkele bewijzen aan de hand, op stellige wijze de gevolgen der wet aantoonen. Deze bewijzen put ik uit een onderzoek door het « Comité Central Industriel » ingesteld tijdens den Zomer van 1922, bij de aangesloten groepeerings.

Om de bekomen uitslagen duidelijk te verklaren, dient men te onderscheiden :

- a) De niet-onderbroken bedrijven;
- b) De onderbroken bedrijven.

Wat de eerste betreft en waaronder zijn begrepen : de hoogovens en staalgieterijen, de coke-ovens, de papierfabrieken, de glasfabrieken, de electriek-centralen, de cementfabrieken, enz., daar is natuurlijk geene rechtstreeksche vermindering in de voortbrengst, vermits zij werken met drie ploegen van acht uren in plaats van met twee ploegen van twaalf uren. Eene cementfabriek heeft niettemin tijdverlies aangestipt wegens het verwisselen van ploeg.

Voor de fabrieken met onderbroken werktijd, blijkt uit de antwoorden, over het algemeen eene vermindering in de voortbrengst die gelijkstaat met de vermindering in den arbeidsduur. Wat erger is — en de cijfers bewijzen het ontegensprekelijk — in tal van gevallen is deze vermindering meer dan evenredig, 't is te zeggen, *dat de voortbrengst zelfs per uur verminderde.*

Enkele voorbeelden betreffende de mechanische en de metaalbedrijven :

Eene fabriek wijst erop dat, ondanks het invoeren van nieuwe werkwijzen en de verbetering aan de werktuigen toegebracht, de vooroorlogsche voortbrengst nooit werd bereikt. In zake stukwerk blijkt uit het onderzoek der boekhouding, dat de werklieden zich houden aan den toestand van vóór den oorlog : zij maken enkel gebruik van de betere arbeidsvoorwaarden.

Een andere fabriek vergelijkt de gemiddelde opbrengst per uur vóór en na den oorlog, en geeft ons volgende cijfers ;

- A. Vóór... 25.978,700 kilos in 3,637,452 uren, hetzij 6 kil. 860 per uur ;
- B. Na.... 5,236,819 kilos in 870,256 uren, hetzij 6 kil. 015 per uur.

Verlies : 12.3 t. h.

In eene staalfabriek van matrijzen wordt aangegeven.

Voortbrengst per uur in 1913-1914 = 5 kil. 32.

Voortbrengst per uur in 1921-1922 = 4 kil. 07.

In eene ijzergieterij :

Voortbrengst per uur in 1913-1914 = 13 kil. 07.

Voortbrengst per uur in 1921-1922 = 11 kil. 04.

Eene andere fabriek stelt 15 t. h. verlies vast ; een werk dat 730 uren eischte in 1913, vraagt er 870 in 1922.

In eene metaalfabriek van het bekken van Luik bevindt men : Thomas-staalvoortbrengst in 1913 per man en per uur : 490 kil., 453 kil. in 1921, dus 9 t. h. minder.

Voor het pletijzer bedroeg, in 1913, de voortbrengst 126 kil. 8 ; in 1921 nog slechts 112 kil. 3, dus 14 1/2 t. h. minder.

Het herstellen der onderscheidene toestellen eischte :

Voor de retorten : 16 uren vóór den oorlog, 18 uren daarna.

Voor de schachtovens : 50 1/2 uren vóór den oorlog, 36 uren daarna.

Voor de staal-gietlepels : 7 1/2 uren vóór den oorlog, 8 uren daarna.

Voor de ijzer-gietlepels : 10 1/2 uren vóór den oorlog, 12 uren daarna.

In deze zelfde fabriek was, in 1912 de voortbrengst in zake ijzeren geraamten 2,742.000 kil. voor 393,566 uren tijds, hetzij 7 1/2 kil. per uur. In 1921 was de voortbrengst nog slechts 2,360,000 kil. voor 415,258 uren tijds, dat is 5 kil. 700 per uur. De voortbrengst per uur verminderde dus met 1 kil. 800 of 24 t. h. tegen 1914 of 31.6 t. h. tegen 1921.

Eene fabriek van dien aard wijst voor 1913 op eene voortbrengst van 6,952,355 kil. voor 976,000 uren tijds, dat is 7 kil. 200 per uur. Voor 1921 bedroeg de voortbrengst 5,447,846 kil. voor 972,000 uren tijds, dat is 5 kil. 600 per uur. De vermindering per uur beloopt dus 1 kil. 600, hetzij 22 t. h. op de voortbrengst van 1914 en 28 t. h. op die van 1921.

Sommige werktuigmakerijen wezen in 1913 op eene voortbrengst van 3,653,131 kil. voor 918,120 uren tijds, hetzij 3 kil. 980 per uur. In 1921 bedroeg de voortbrengst 3,958,820 kil. in 1,111,124 uren tijds, dat is 3 kil. 540 per uur. De vermindering was dus 11 t. h. op het cijfer van 1913 of 12 1/2 t. h. op het cijfer van 1921.

Een spijkerfabriek vermeldt 8 kil. 480 gr. per uur in 1913 tegen 7 kil. 440 gr. in 1921. Het tekort beloopt dus 12 t. h. op het cijfer van 1913 of 14 t. h. op dat van 1921.

Ziehier nu eenige gegevens omtrent de textielnijverheid.

Katoenspinnerijen — De productievermindering is in verhouding tot de arbeidsvermindering. De opbrengst is gevallen met 20 t. h. beneden het cijfer van 1914 en met 11 t. h. beneden dat van den tijd de wet voorafgaande.

Vlas-, hennep- en jutespinnerijen. — Het is het werk der machine dat de productie regelt. De productievermindering is rechtstreeks evenredig aan die van de arbeidsvermindering.

Eene machine die slechts 48 uur per week loopt in stede van 66 uur, vermindert hare opbrengst met 72 t. h.

Het dikwijlder stilleggen en weer in werkingbrengen heeft nog een grooter invloed dan de vermindering der arbeidsuren.

Een eerste spinnerij vermeldt dat het verlies van productie echt is en dat deze juist 1/9 minder bedraagt en 1/9 meer aan dagloonen kost.

Eene kaarde kan binnen 48 uren slechts de verhouding van 48/55 uren opleveren. Dit geldt eveneens voor de voorbereiding, het rekken, de spil- en kaardebank, waar de vrouwen werken per kilo en per aantal wendingen.

Het demonteeren wordt door de spinster bespoedigd die er niet toe komt meer bevestigingen te doen dan de 48/54 uren. Talrijke firma's stellen dezelfde vermindering vast. De meesten meenen dat de vermindering evenredig is met die van den arbeid.

Een andere firma beweert ook dat de uurproductie niet gewijzigd is voor de vlasspinnerij.

Wat betreft de weverij, is deze fabriek van gevoelen dat de uuropbrengst lichtjes vermeerderd.

Eene fabriek welke vlasafval spint bevindt voor eene vermindering van 54 tot 48 uren arbeid per week eene vermindering van 20 1/2 t. h.

Twee andere inrichtingen geven 1/10^e uur als verminderingcijfer per week.

Touwfabriek. Een huis raamt op 1/9 de vermindering zijner opbrengst.

Het geeft de volgende cijfers aan :

Een rekbank spon in	6 × 9 uren . . .	580,000 wendingen.
—	6 × 8 „ . . .	520,000 „
Een spilgetouw spon in	6 × 9 „ . . .	740 kilogrammen.
—	6 × 8 „ . . .	660 „
Een kaarde brengt voort in	6 × 9 „ . . .	5,760 „
—	6 × 8 „ . . .	5,088 „

Het verlies per week is dus voor een kaarde 672 kilogr., of, voor vijftig weken, 33,600 kilogr. per jaar, hetgeen, overgebracht op acht machines, een verlies geeft van 268,000 kilogr. per jaar, terwijl hetzelfde loon als vroeger wordt betaald.

Een andere fabriek van kabels, touwen en bindgarens meldt ons insgelijks eene vermindering van 1/9 harer productie.

Wolweverij. — Deze nijverheidstak is insgelijks van gevoelen dat de uuropbrengst niet veranderd is; de vermindering der productie is dus stellig.

De bestaansreden van de verschillen van een tak tot een anderen, in een zelfden tak, van eene specialiteit tot de andere, wat betreft den invloed der acht uren op de productie, wordt zeer goed uiteengezet door het volgend gedeelte van het onderzoek, betreffende de fabricatie der lucifers.

In zekere gedeelten der fabricatie is de machanisatie volledig: daar de arbeid van negen op acht uren werd gebracht, is de productie ook verminderd in dezelfde verhouding.

In de gedeelten waar de mechanisatie slechts gedeeltelijk is, zijn alleen de geschoolde werklieden er toe gekomen om nagenoeg zooveel in acht uren als in negen uren voort te brengen.

Eindelijk, in de gedeelten waar alleen met de hand wordt gewerkt, hebben alleen de geschoolde werklieden de opbrengst van vroeger bereikt; de overigen zagen de hunne verminderen.

Deze uitslag is echter niet te danken aan de verandering van de arbeidsuren, doch aan de invoering van het Taylorstelsel, gegrond op de uitkiezing der arbeiders volgens hunne bekwaamheid.

In andere woorden, de nijverheidsbedrijven hebben des te meer geleden van de invoering der acht uren naarmate zij reeds sterk gemechaniseerd waren en dat de mogelijke vorderingen zich minder konden doen gevoelen.

VERHOOGING VAN DEN KOSTENDEN PRIJS.

Hier moet insgelijks onderscheid worden gemaakt tusschen de gestadige en niet gestadige fabricaties. In het geval der eerste, had het gebruik eener

derde ploeg noodzakelijk voor gevolg met 55 t. h. de uitgaven in loonen te vermeerderen, wanneer alles op denzelfden voet werd beschouwd.

Daar de productie niet veranderd is, verhoogde dus de kostende prijs ten beloope van 50 t. h. van het aandeel dat daarin door den handenarbeid wordt vertegenwoordigd.

In het geval van de ongestadige bedrijven, heeft de toepassing van artikel 13 der wet, welke verplicht het uurloon te behouden, eveneens eene verhooging medegebracht van de handenarbeidskosten in verhouding met de belangrijkheid der vermindering gebracht in den duur van den arbeidsdag.

In het geval van de bedrijven die, bij voorbaat optredend in zake van wettige verplichting, den achturedag hebben aangenomen bij wege van collectieve overeenkomsten vanaf 1919 of 1920, is dit verschijnsel eenigermate bemanteld geweest door de andere oorzaken van verhooging der dagloonen, welke zich te dien tijde deden gevoelen; het verschijnsel heeft echter volkomen invloed geoefend op de arbeidstakken, zooals de textielnijverheid (vlas en katoen), welke de regeling der negenuren hadden bewaard totdat de wet werd ingevoerd.

Dit gevolg wordt nog verzwakt door de toepassing van de loonsverhoogingen op 25 t. h., 50 t. h. of 100 t. h., naar luid van artikel 13, in geval van bijkomende uren; en zelfs indien, voor de twee aangegeven redenen, de factor handenarbeid niet verhoogd geweest ware, zou nog de kostende prijs de ongunstige werking ondergaan van eene minder goede benutting der gereedschap welke dezelfde last van interesten en aflossing en dezelfde algemeene kosten doet drukken op een verminderde productie.

De bijkomende arbeid van den werkman buiten het werkhuis gedaan brengt geene bevredigende oplossing aan, en wel omdat dit werk met de hand wordt verricht en dus aan de gemeenschap slechts een veel lagere productie verstrekt dan die welke door denzelfden arbeider, door middel eener machine, zou opgeleverd worden.

Men zou voorzeker aan deze vlugge schets niet meer dan een besluit kunnen hechten: de achturenwet moet herzien worden. Indien men de pogingen vooral wil doen vallen op artikel 7 betreffende de bijuren, kan deze herziening gedaan worden tevens op eene gematigde wijze, om de vrees weg te nemen van de arbeidersbevolking omtrent het beginsel zelf van de beperking der arbeidsuren, en tevens op eene ruimere wijze om in de regeling der productie, en inzonderheid in de kostende prijzen der nijverheid, verbetering aan te brengen door geheel onzen economischen toestand op zoo dringende wijze aangevraagd.

G. L. GÉRARD,

Toegevoegd algemeen bestuurder van het Industrieel Midden Comité.

Bijlage II.

VAN HET CENTRAAL ECONOMISCH COMITEIT.

De studiesectie van het « Comité Central Economique », na de mededeelingen gehoord te hebben van de heeren Gustave-Léo Gérard, uit naam van de patroons; Corneille Mertens, secretaris van de syndikale Commissie, die de socialistische werklieden vertegenwoordigde en René Carels, die opgekomen was voor de christenen, alsook de opmerkingen van den heer Ernest Mahaim, oud-Minister van Nijverheid en Arbeid, die België vertegenwoordigt op al de internationale conferenties waar arbeidersbelangen op het spel staan, heeft volgende dagorde aangenomen in zijne zitting van 15 November 1923 :

« Het Comiteit :

vooral zorgend voor de belangen der verbruikers, die meer en meer aangetast zijn door het dure leven,

is van oordeel dat een der belangrijke oorzaken van de toenemende levensduurte de verhooging is van den kostprijs der produkten ;

dat, daargelaten de artikels die uit den vreemde komen, waarvan de prijs vastgesteld is door de wisselmarkt een groot aantal Belgische produkten een stijgenden kostprijs hebben, die ongunstig terugslaat op den verkoopprijs, ten nadeele van den verbruiker en van den uitvoer ;

dat, met dit doel, naar de vermeerdering van de voortbrengst van den werkman moet gestreefd worden alsook naar de volmaking van de techniek.

De afdeeling, anderzijds, onthoudt van hetgeen voor haar werd gezegd, dat het ontegensprekelijk blijkt dat, ten gevolge der veralgemeening van den achturedag, de voortbrengst van den werkman verminderd is, in eene moeilijk vast te stellen mate.

De afdeeling denkt dat het belang van dit feit niet miskend mag worden voor een land dat genoodzaakt is een groot deel in te voeren der voedings- en grondstoffen die het noodig heeft.

Zij is van oordeel dat de plechtige aanbevelingen die Z. M. de Koning tot het land richtte in zijnen schoonen brief gericht aan den heer Minister van Nijverheid, Arbeid en Bevoorrading, op 14 Juni 1921, niets van hare waarde verloren hebben en dat dit insgelijks het geval is voor deze gesloten in het prachtig artikel van den heer Minister Wauters van 1 October 1921.

Bijgevolg is de Afdeeling van meening dat het in het belang is van gansch de natie tot eene vermeerdering der voortbrengst van den werkman te geraken.

Overtuigd dat deze uitslag niet bekomen kan worden door den dwang of de bedreiging, maar door wederzijdschen goeden wil, stipt de afdeeling met voldoening de twee verklaringen aan die voor haar werden afgelegd :

Van patronale zijde :

« Dat de bazen geenszins er aan denken de achturenwet af te schaffen

noch terug te komen tot de twaalf uren prestaties of meer, die voor den oorlog voorkwamen in enkele takken der Belgische nijverheid ; »

Van werklieden zijde :

« dat de werklieden alsook hun syndikaten en hunne leiders niet systematisch gekant zijn tegen de bijuren en de noodzakelijke afwijkingen, in het kader van de wet die voldoende buigzaam is, indien de omstandigheden het vergen .. De ingerichte werkliedenklas weigert terug te keeren tot de vooroorlogsche toestanden, zij eischt de volbrenging der beloften die haar gedaan werden op het oogenblik dat het gevaar dreigde. In deze omstandigheden zal zij, met het verstand dat haar kenschetst, doen wat zal moeten gedaan worden opdat de Belgische nijverheid geen gevaar loope, want zij weet dat de bloei der nijverheid hen insgelijks den welstand zal geven. En door een produktief werk, dat op behoorlijke wijze het bestaan van gansch de familie verzekert, zal de werkman vroolijk zijne medewerking verzekeren aan den welstand van de Belgische gemeenschap ».

De afdeeling besluit :

1° dat er geen reden bestaat om te trachten de wet van 14 Juni 1921 af te schaffen, noch zelfs om de afschaffing der achturenwet te betrachten ;

2° dat men de huidige wet al de uitwerksels moet doen dragen die zij kan geven ten voordeele van de vermeerdering der voortbrengst, bij voorbeeld, door rekenschap te houden van het werkelijk (effectief) werk, zooals artikel 2 het aanduidt en niet van den tegenwoordigheidstijd of door gebruik te maken van al de afwijkingen toegelaten door artikels 5, 6, 7 en 9, op redelijke wijze uitgelegd ;

5° dat het oogenblik gekomen is om voor te stellen dat de bevoegde afgevaardigden der meest vertegenwoordigende vakbonden van bazen en werklieden hunne krachten zouden inspannen om de bijuren in te richten in het kader der noodwendigheden van de nijverheid en met een wederzijdsche goede trouw zouden onderzoeken indien er reden bestaat, te dien einde om eene uitbreiding van het huidig artikel 7 te bewerkstelligen.

Zij bezweert tot slotte :

de patroons, af te zien van, zonder genade het principieel zelf van den achturendag te bekampen, dat de verlichtsten onder hen aanvaarden als een vaststaand feit ; integendeel, al hun krachten in te spannen om, zich schikkend naar den verminderten werktijd, door de werktuigen, de inrichting van den arbeid en het handelsbestuur der ondernemingen den kostprijs te verminderen ;

de werklieden, af te zien van de praktijk, bewust of onbewust, die bestaat in het inkrimpen der voortbrengst en toe te stemmen in de tijdelijke verlenging van den werktijd in al de gevallen in dewelke zij gerechtvaardigd is door den toestand van de nijverheid ;

de openbare machten, de patroons en de werklieden op praktische grondslagen en buiten alle bezorgdheid, een afdoende beroepsonderwijs in te richten dat van aard is de voortbrengstkracht der werkende klas te verhoogen.

